

Toulouse, 11 juin 2019

« Géographie revisitée » : ils cassent vraiment la DGFIP

En mars 2018 *Solidaires Finances Publiques 31* publiait un tract de 4 pages dont un des titres était : *Que sera la DRFiP 31 en 2023 ? Un scénario « imaginaire » mais terriblement crédible...*

Si vous relisez ce tract qui est à votre disposition avec le lien suivant sur le site national https://siteslocaux.solidairesfinancespubliques.org/actu/2018/fevrier/180222_31_DRFip31_en_2023.pdf

vous pourrez constater à la comparaison des annonces de la direction que nous n'étions, malheureusement, pas très loin du compte.

Eh bien nous y sommes : « pour de vrai » !

C'est bien pour cela que nous vous avons inlassablement informé-es, réunis et rencontrés pour présenter et débattre. C'est bien pour cette raison, ajoutée au dynamitage de la fonction publique et de notre statut que nous nous sommes résolument lancés depuis des mois dans une lutte sur ce double versant. Nos plus de trois mois de bagarres sans concessions suffisent à démonter l'engagement sans faille et la volonté de *Solidaires Finances Publiques 31* et de ses militant-es de s'opposer à cette politique de destruction. Cette volonté est intacte.



Notre priorité du moment : vous informer au mieux

Mais, avant de revenir vers vous pour débattre et décider des luttes nécessaires, nous avons pris la responsabilité assumée d'aller à la rencontre de la direction. Bien entendu nous considérons, aujourd'hui comme hier, que son attitude de la période est détestable et impardonnable. Et nos déclarations montrent que nous savons le lui dire sans retenue. Mais nous considérons tout autant que notre responsabilité de premier syndicat de la DRFiP 31 nous oblige au regard de l'ensemble des personnels. Nous oblige d'abord à prendre l'information la plus complète pour vous la restituer. C'est pourquoi nous avons siégé aujourd'hui au CTL de présentation de la « géographie revisitée ». Nous oblige ensuite, au plus possible en intersyndicale locale, pour échanger avec vous des suites à donner à ces informations. C'est la ligne de conduite que nous nous sommes fixés par respect pour toutes et tous les agent-es de cette direction qui doivent savoir avant d'agir.

Une information « brute » avec quelques commentaires

Pour vous informer le plus rapidement possible nous avons limité, dans les lignes qui suivent les commentaires qui seront approfondis plus tard. Dire cependant qu'à partir des annonces du directeur est supposée s'ouvrir une phase d'échanges avec les élu-es et puis aussi (un tout petit peu...) les syndicats et les agents. Il n'est pas question pour nous de négocier quoi que ce soit à ce stade et l'intersyndicale sera vitale dans la période. Nous y sommes attachés et la faisons vivre, mais ce doit être dans le respect des positions des uns et des autres. Ainsi *Solidaires Finances Publiques 31* lui propose : de **nous adresser à nouveau aux élu-es** et leur dire notre vérité et d'**informer les populations** des « fausses vérités » qu'assèment directions et gouvernement. Pour les agents nous lui proposons aussi **un rassemblement mardi prochain 18 juin à 12h00 à la Direction.**

Gestion Publique : grande "illusion » grosse destruction

Simplement dire, sans aller trop loin, que gouvernement, DG et DRFiP pratiquent le « passe-passe » en faisant croire que nous serons partout alors que nous ne serons... quasi plus nulle part si ce n'est virtuellement... Il y a clairement une volonté idéologique de nous désengager de la relation directe aux publics tout en laissant croire qu'une réelle « déconcentration de proximité » va nous rapprocher d'eux.

10 « Services de Gestion Comptable sont créés qui « reprennent » les charges et missions SPL des ex-Trésoreries sur une zone géographique métropolitaine ou intercommunale : Toulouse, Grenade, Castanet-Tolosan, Revel, Villefranche de Lauragais, Muret, Carbonne, Boulogne, Saint Gaudens, Bagnères de Luchon.

Des postes de « Conseillers des collectivités locales » sont créés sur plusieurs zones (Villemur sur Tarn, Grenade, Bouloc, Pechbonnieu, Gragnague, Toulouse, Plaisance du Touch, Labège, Revel, Villefranche de Lauragais, Muret, Auterive, Carbonne, Cazères, Saint Gaudens, Montrejeau, Marie). *Attention, ce ne sont pas des « services à part entière », mais un cadre A+ conseil itinérant.*

Les « accueils de proximité » pointés sur la cartographie ne sont pas plus des services, mais des « points de contacts » de notre administration (permanences, présence dans une MASP...) sur des sujets « fiscaux ». *Nous vous renvoyons sur le sujet des MSAP à notre tract récent par le lien suivant sur notre site national :*

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/actualite.html?start=4>

Par contre ce sont bien 16 actuelles Trésoreries (Saint Beat, Montrejeau, Salies du Salat, Cazères, Rieumes, Auterive, Baziège, Saint Lys, Cugnaux, Colomiers, Blagnac, L'Union, Caraman, Montastruc, Saint Alban, Fronton) **qui seront bel et bien supprimées tout en accueillant (peut-être et pour certaines) des agent-es en co-working ou travail à distance !**



C'est bien une casse sans précédent des missions de Gestion Publique annoncée d'ici 2022. La Direction dit qu'un prochain CTL sera consacré aux éléments de transferts charges/effectifs... Elle dit aussi « veiller à une écoute des aspirations des agents » de ces sites pour, « ponctuellement » et pendant « quelque temps » leur donner du travail à distance pour le compte du nouveau service. Elle dit réfléchir aux positionnements des agents de manière « transitoire ». Mais c'est surtout un flou anxio-gène et inacceptable auquel elle les confronte.

Concernant la spécialisation (M21, M22, eau, assainissement, transports, hébergés...) annoncée pour les futurs « services de Gestion Comptable », la Direction dit recenser les compétences des divers postes avant de trancher sur une spécialisation en plus de la gestion des collectivités rattachées.

Concernant la Métropole Toulousaine, et la suppression massive de Trésoreries, la Direction dit vouloir transférer les comptes des collectivités « extérieures » à Toulouse Métropole et envisager ensuite des « antennes » de la RFM sur des postes « extérieurs ». *À ce stade il n'y a aucune Agence Comptable envisagée par les collectivités, mais ce regroupement métropolitain plus la pression probable de la DG et du ministère laissent à penser que la direction « nettoie la place » pour une future agence de la Métropole.*

Gestion Fiscale : le grand chambardement en route



Quelques mots d'introduction avant de passer les services en revue pour dire que cela va bouger dans tous les sens et sur tous les sites. Au-delà du fond que nous critiquons pour l'essentiel ces mouvements multiples sur à peine 3 années sont aujourd'hui une théorie que la réalité rattrapera bien vite. Et nous avons tout à craindre en termes de compétences, mobilité, intérêt et sens du travail. Pour faire simple il y a quand même de fortes chances pour que ce soit un grand bazar pour rester polis.

Gestion des particuliers et évolution des SIP

La Direction évoque les évolutions liées aux arbitrages politiques (PAS, Suppression TH) avec le maintien des SIP actuels et la finalisation fusion sur Toulouse Cité en 2021, avec transfert des communes de Blagnac et Beauzelle vers Colomiers. Les communes extérieures à Toulouse gérées par le SIP du Mirail seraient également transférées vers Colomiers et Muret.

Globalement chaque SIP serait en charge de l'animation des « accueils de proximité » de leur zone avec le pilotage de la présence dans ces « points de contacts et donc des permanences ponctuelles, une présence en MASP soit avec des EDR, soit avec des personnels des SIP, soit avec des « ex GP positionnés sur ces sites »... *Nous rappellerons quand même que c'est la lutte de ces derniers mois qui a permis de repousser la fusion de la Cité et sans doute évité une partie de galère avant tout aux agents concernés. Néanmoins elle se fera, comme pour les SIE, mais ce qui nous interpelle, comme pour les SIE ci-dessous, c'est l'affaiblissement du SIP du Mirail. C'est sa construction originelle, à savoir une mixité de populations à revenus et habitats différents, qui est remise en cause transformant ce service en « SIP ghetto ».*

Gestion des Professionnels et fusions de SIE

La Direction a rappelé la fusion totale des SIE de la Cité repoussée de 2020 à 2021 avec le transfert des communes de Blagnac et Beauzelle) vers Colomiers à la même date. Cela on le savait, mais ce qui est nouveau c'est le transfert des communes extérieures à Toulouse gérées par le SIE du Mirail vers Colomiers et Muret qui serait suivi de la suppression du SIE Mirail (absorbé par Cité) en 2022. Dans le même temps Saint Gaudens deviendrait une antenne de Muret. Une antenne du SIE Toulouse (10/15 emplois ?) est envisagée sur Fronton. *La suppression du SIE du Mirail est clairement une surprise parce qu'il est ancré dans un territoire à forte demande relationnelle qui ne saurait être compensée, comme le prétend la direction, par le « tout numérique ». C'est une grande marque de méconnaissance, voire de mépris, pour les territoires et leurs populations, mais ça, ce n'est pas une surprise. Quant à l'antenne projetée de Fronton il faut avouer qu'il y a une grande part d'incompréhension et de doute sur ce qu'elle serait réellement.*

Missions Foncières : CDIF et SPF chamboulés

Sur les CDIF, la Direction dit être en « réflexion » avec des groupes de travail en cours... mais cible la création d'un PELP (Pôle d'Évaluation des Locaux Professionnels) localisé sur Colomiers (concernerait moins de 10 agents). Abandon (toujours sur Colomiers) de la partie SIP/CDIF avec retour à un CDIF de plein exercice sur tout le territoire du site. *Notons au passage que c'est notre lutte de l'époque contre cette réforme qui avait permis qu'elle ne soit pas déployée sur toute la direction. Nous étions alors un des rares départements à l'avoir obtenu et... la réalité nous aura donné raison.* La carte des CDIF serait revue avec une hausse des charges sur Colomiers et Muret et une baisse sur Rangueil. *Nous disons depuis des décennies que le découpage des communes des CDIF est pour partie une hérésie, il aura fallu cette réforme pour qu'on soit enfin entendus...* Concernant le CDIF de Saint-Gaudens nous avons eu droit à deux discours différents dans l'équipe de Direction entre le responsable du pôle fiscal (qui propose l'absorption sur Muret) et le DRFiP (qui évoque le maintien d'une antenne dans le Comminges pour « veiller aux populations ») !!! *Assez lunaires, ces expressions nous laissent, comme les agents de ce site, dans l'attente de la réponse définitive.*

S'agissant des SPF, l'essentiel était connu si l'on peut dire à une interrogation près : Saint-Gaudens. La Direction maintient son projet avec : la création d'un seul SPF à Toulouse par fusion des 3 actuels, un Service Départemental de l'Enregistrement à Toulouse avec un « accueil local en Comminges ». Sur Saint-Gaudens, après l'épisode récent de la « mise en sommeil » de tous les projets, nous assistons au retour du plan « Marzin ». Il y aurait donc un SPF de plein exercice à Muret avec une antenne à St

Gaudens qui travaillerait à distance sur les dossiers Toulousains. *Nous avons craint que l'arrêt provisoire des fusions de SPF avant intégration à la réforme globale ne remette en cause Saint-Gaudens. Nous appelons toujours de nos vœux que ce SPF soit de plein exercice, mais rappelons-nous que c'est la lutte des agents de Muret et Saint-Gaudens en 2018 qui a permis de sauver cette mission dans le Comminges et le Muretain.*

Missions de Contrôle fiscal : concentrations avant destruction progressive

La Direction ne nous dit rien sur l'avenir des BDV... Par contre ils ciblent clairement les PCE avec un transfert sur Rangueil, et le passage à 2 PCE. Concernant les PCR/P, la « solution idéale de la direction » serait aussi de les rapatrier sur Rangueil et de passer à 2 ou 3 services. Mais ils vont poursuivre l'analyse, notamment en fonction des locaux et le Mirail pourrait être la solution de repli. *Globalement sur le contrôle fiscal le regroupement annoncé (la BCR va sur Rangueil) aura donc lieu. Mais ce n'est clairement qu'une étape, parce qu'entre l'évolution législative (loi Essoc entre autres) et technologique (Intelligence Artificielle en particulier), il y a fort à craindre que cette mission ne voit ses effectifs fondre prochainement.*

Missions des services « nationaux » de Toulouse :

Le Directeur attend les arbitrages imminents de la DG sur les services à compétences nationales et une éventuelle localisation en dehors de Toulouse : TTA, POLRE, Service des Pensions, PNAA... Le CPS relais a vocation à devenir Centre de Contact ou... disparaître. *L'immeuble des Carmes, à fort potentiel immobilier, est un argument dont se sert le directeur pour jouer au Meccano et au Monopoly en même temps.*

Zoom sur les sites avec Hôtel Des Finances :

Cité Administrative : en 2022 il y aurait donc 1 SIP, 1 SIE, le PRS, mais pour la localisation exacte nous sommes toujours dans l'attente de l'arbitrage imminent du Gouvernement qui envisage une localisation à Jolimont. Celle-ci, si elle se faisait, aurait sans doute des conséquences sur Balma.

Balma : Il y aurait un SIE, un SIP, le PNAA (pour l'instant)... En fonction des évolutions de la Cité, il sera étudié, pour raisons budgétaires, un déplacement dans l'Est Toulousain (Labège ?).

Muret : Transferts de charges en SIP, SIE, GP... *beaucoup de questions sur les locaux actuels !*

Colomiers : Transferts de charges en SIP, SIE, CDIF... *mêmes questions sur les locaux actuels...*

Mirail : Abandons de charges (SIP) et services (SIE, PCE, PCR/P) :... *Alors quel avenir du site ?*

Rangueil : spécialisation CF, baisse charges CDIF : *idem sur les questions de locaux.*

Saint Gaudens et Comminges : gros questionnement sur les effectifs et missions transférées...

Quelles modalités de gestion pour les personnels ?

Sur les sujets concrets de garanties et de fléchage des affectations liées à la réorganisation envisagée, nous avons constaté une absence coupable de vision de notre hiérarchie sur bien des points. La direction dit qu'elle va regarder toutes les situations familiales, déplacer les missions plutôt que les agents, que toutes les mesures pécuniaires d'accompagnement seront prises, qu'elle fera du surnombre s'il le faut... Nous pensons surtout qu'elle compte beaucoup sur les 380 départs en retraite (20 % des effectifs) qui vont partir dans les 3 prochaines années et que pour l'heure, ces engagements ne sont que des mots en l'air. Quant au directeur, qui n'a de cesse de réaffirmer son « humanité », il est non seulement très confus mais sans doute « perché » dans un autre monde que celui que l'évolution des règles de gestion de la DGFIP et la transformation de la Fonction Publique nous promettent. Nous avons exigé d'avoir dans les prochains jours une vision claire sur les effectifs, les charges transférées, tout comme sur les « accompagnements humains » annoncés par sites et services.

Mais avant cela il faudra à nouveau Informer, Débattre et Combattre